

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

Séance du 8 février 2018
(Convocation du 2 février 2018)

Aujourd'hui, le huit février deux mille dix-huit à 15 heures, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la salle Commission 1 à l'Hôtel Planté du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON et Céline SALLES
Messieurs Paul CARRERE, Charles PELANNE et Bernard SOUDAR

Etaient excusés :

Madame Odile LAFITTE
Messieurs Gérard CASTET et Bernard POUBLAN

Secrétaire de séance :

Madame Christiane AUTIGEON

OBJET : Marché / Marché n°16004 « étude prospective Adour 2050 » - Résiliation du contrat avec le bureau d'étude MTP

Exposé des motifs :

Le marché d'étude prospective a pris effet en début 2016. Il a été initialement signé avec un groupement comprenant les sociétés Acteon (mandataire), Futurible et MTP.

La première phase a consisté à élaborer le diagnostic prospectif tendanciel ainsi que les impacts sur la situation actuelle à l'échelle du bassin de l'Adour. A la demande du comité de pilotage un complément d'étude a été réalisé afin d'obtenir des résultats plus fins organisés territorialement par sous bassin. Cette première phase a fait l'objet d'une présentation et validation en décembre 2017. Le groupement travaille actuellement à la deuxième phase qui va consister, sur la base du diagnostic préétabli, à construire les scénarios alternatifs et déterminer leurs impacts respectifs sur le bassin. Cette nouvelle phase doit aboutir à la sélection du scénario le plus souhaitable pour le territoire.

A ce stade de l'étude des dissensions profondes se sont produites au sein du groupement, avec notamment des divergences de vues entre les différents membres, sur la façon de conduire celle-ci. Un des contractants, a fait état publiquement de ses désaccords et procédé à des diffusions de documents unilatéralement auprès de partenaires, collectivités, sans en référer préalablement, ni au maître d'ouvrage, ni au mandataire du groupement.

Considérant d'une part le préjudice que comporte de tels agissements dans une étude qui doit servir de socle d'orientation pour les politiques conduites à l'avenir par l'EPTB et au-delà l'intérêt pour les politiques publiques du territoire, et considérant l'impossibilité du groupement à continuer à travailler en l'état sur cette mission, il est indispensable de procéder à une modification de l'équipe actuelle.

A cet effet il est proposé de procéder à la résiliation du contrat avec le bureau d'étude MTP Prospective, de solder la mission en l'état d'avancement à la fin de la phase 1 et d'allouer une indemnité de résiliation 3 200 €.

A ce stade MTP a perçu une avance forfaitaire au début du marché de 330 € HT, correspondant à 2,5% du montant total pour la mission (13 200 € HT).



En phase 1, MTP a facturé 3 600 € HT / phase transversale (4,5 jours à 800 €), il reste 4 jours à facturer. La phase 1 a été soldée pour Actéon, Futuribles et la CACG.

En phase 2, MTP était mobilisé 1 jour pour l'élaboration de la synthèse pédagogique, compté à 800 € HT. Cette mission sera désormais assurée par Actéon.

En phase 3, MTP était mobilisé 4 jours (1 jour pour le travail sur la synthèse pédagogique, et 3 jours pour les réunions publiques). Ces 4 jours seront désormais assurés par Actéon.

LE BUREAU

Après avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

Cette délibération abroge et remplace la délibération B01-1-2018

Article 2

D'autoriser le Président à résilier par avenant n°2 le contrat avec le bureau d'étude MTP Prospective et de solder la mission en l'état d'avancement à la fin de la phase 1 et allouer une indemnité de résiliation de 3 200 €

Article 3

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 8 février 2018 à Mont-de-Marsan,

Le Président,



Paul CARRERE